

Unité interdépartementale Loire Haute-Loire
2 avenue Grüner
Allée C
42 000 Saint-Étienne

Saint-Étienne, le 5 juillet 2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 29/05/2024

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANO MINING (ex. AREVA NC)

2 route de Lavaugrasse
CS 30071
87 250 Bessines-sur-Gartempe

Références : UID4243-DSSP-024-0320
Code AIOT : 0006107000

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 29 mai 2024 dans l'établissement ORANO MINING (ex. AREVA NC) implanté 42 830 Saint-Priest-la-Prugne. L'inspection a été annoncée le 02/05/2024. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite s'effectue dans le cadre des diagnostics de sol en cours pour étudier le tracé de la Besbre dans le cadre du dossier de réaménagement du site.

Un point a également été fait sur l'étude hydrogéologique en cours de tierce expertise.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO MINING (ex. AREVA NC)
- 42 830 Saint-Priest-la-Prugne
- Code AIOT : 0006107000
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site comprend actuellement :

- une ancienne mine d'uranium (1 partie souterraine, 1 partie à ciel ouvert) ;
- une digue créant un bassin de stockage des résidus de traitement du minerai (1,3 millions de tonnes) ;
- une zone de stockage des produits de démolition de l'ancienne usine de traitement du minerai d'uranium (située dans une zone délimitée de l'ancienne mine à ciel ouvert) ;
- une station de traitement d'épuration gérant à la fois les eaux de la mine à ciel ouvert et les eaux de fuite de la digue.

La digue crée un bassin de stockage de résidus produits par l'usine de traitement du minerai d'uranium (partie fine des résidus), dans lequel les résidus sont maintenus sous 2 m d'eau minimum. Les résidus de traitement ont été mis en place de 1959 à 1980.

Les résidus de traitement correspondent à la fraction de la roche rejetée après extraction, par procédé chimique, de la plus grande partie de l'uranium. Ces résidus contiennent essentiellement les radionucléides appartenant aux deux familles de l'uranium (U238 et U235).

Radioactivité : 792 Tbq d'activité totale ; 75 Tbq d'activité Ra 226.

Thèmes de l'inspection :

- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ♦ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ♦ les observations éventuelles ;
 - ♦ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ♦ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension... .

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ♦ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se

- conformer à la prescription) ;
- ♦ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	déclaration forage	Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 1	Sans objet
2	tierce expertise étude hydrogéologique	AP Complémentaire du 12/02/2024, article 2	Sans objet
3	restitution de la tierce expertise	AP Complémentaire du 12/02/2024, article 3	Sans objet
4	stockage des boues de la station de traitement des eaux d'exhaure	Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article 5.1.3	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La tierce expertise de l'étude hydrogéologique est en cours de finalisation.

Orano a déjà révisé son rapport au regard des conclusions intermédiaires du BRGM. Le rapport du BRGM est attendu autour du 20 juillet et la CSS de présentation est planifiée à ce jour pour le 5 septembre.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : déclaration forage

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 11/09/2003, article 1
Thème(s) : Situation administrative, eau
Prescription contrôlée : Le déclarant d'une opération, non mentionnée à l'article 2 du décret du 2 février 1996 susvisé, soumise à déclaration au titre de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret du 29 mars 1993 susvisé, relative aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrages souterrains, exécutés en vue de la recherche ou de la surveillance d'eau souterraine ou afin d'effectuer un prélèvement temporaire ou permanent dans les eaux souterraines, est tenu de respecter les prescriptions du présent arrêté, sans préjudice de l'application des prescriptions fixées au titre d'autres rubriques de la nomenclature précitée et d'autres législations, en particulier celles découlant du Code minier.
Constats : Les récépissés de déclaration pour la réalisation de forages en vue de la réalisation d'une étude

<p>géologique :</p> <p>Ces forages, étant d'une part dans le périmètre de l'ICPE et d'autre part limités dans le temps à la réalisation de l'étude, il n'y a pas lieu de réaliser une déclaration au titre de la police de l'eau (rubrique 1110).</p> <p>En revanche, ces forages font bien l'objet d'une déclaration auprès du BRGM sur le site DUPLOS qui est le portail de déclaration pour les ouvrages souterrains (forages) au titre du Code minier.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que 3 forages complémentaires d'une profondeur de 12 m depuis le sommet de la digue auront lieu pour caractériser les remblais constituant la digue et étudier leur comportement en tant que matériaux de couverture solide. Dans le cadre du projet de réaménagement, il est prévu d'arasé une partie de la digue, soit environ les 10 premiers mètres depuis la crête.</p> <p>Les matériaux seront caractérisés radiologiquement et chimiquement afin de vérifier que leurs futurs mouvements n'engendreront pas d'impact radiologique.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : tierce expertise étude hydrogéologique

<p>Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2024, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, tierce expertise</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fait réaliser à ses frais une tierce expertise de la synthèse hydrogéologique réalisée par le cabinet REILÉ du site ORANO BOIS-NOIRS Limouzat.</p> <p>L'expertise doit :</p> <ul style="list-style-type: none"> – vérifier que les éléments présentés dans le dossier permettent de s'assurer que l'ensemble des eaux impactées par les anciennes activités minières soient collectées par les dispositifs drainage pour y être traitées à la station de traitement, et qu'aucune circulation souterraine profonde ne vienne soustraire ces eaux impactées vers un exutoire secondaire en dehors du site, – se positionner sur la nécessité d'études complémentaires et, le cas échéant, la suffisance du programme d'études complémentaires proposé par le cabinet et le compléter le cas échéant.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a remis son étude hydrogéologique le 5 mai 2023. Par arrêté du 12 février 2024, il a été prescrit à l'exploitant de réaliser une tierce expertise de cette étude en retenant le BRGM comme tiers expert. Le choix de cet expert a été décidé d'un commun accord entre ORANO et l'inspection des installations classées du fait de l'expertise du BRGM en hydrogéologie, de sa connaissance de ce site puisque le BRGM est déjà intervenu à plusieurs reprises sur ce site.</p> <p>Une réunion d'ouverture s'est tenue le 26 février 2024. Il était attendu que le BRGM transmette ses conclusions provisoires sous 3 mois. Ces éléments ont été transmis et une réunion avec le BRGM, le cabinet Reilé, Orano et la DREAL s'est tenue le 30 mai.</p> <p>Orano a transmis une note de synthèse pour répondre aux conclusions provisoires du BRGM et a révisé la synthèse hydrogéologique de son site. Le BRGM a indiqué qu'au regard de son plan de charge et du détail des éléments transmis, il ne serait pas en mesure de rendre son rapport de tierce expertise avant le 15/20 juillet.</p> <p>Au regard de ce calendrier, il est planifié une présentation de cette étude et de la tierce expertise pour le 5 septembre 2024.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : restitution de la tierce expertise

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 12/02/2024, article 3
Thème(s) : Risques chroniques, communication
Prescription contrôlée : En accord avec l'exploitant, il a été décidé de retenir le BRGM pour la réalisation de cette tierce expertise. Une réunion de lancement est prévue sous un mois à compter de la notification du présent arrêté. L'exploitant remet la tierce expertise sous un délai de 5 mois à compter de la notification du présent arrêté. Une réunion de restitution est programmée sous un délai d'un mois à compter de la remise de la tierce expertise. Le tiers expert présentera ses conclusions lors d'une commission de suivi de site en 2024.
Constats : La CSS au cours de laquelle seront présentés ces éléments est prévu le 5 septembre 2024.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : stockage des boues de la station de traitement des eaux d'exhaure

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 28/06/2022, article 51.3
Thème(s) : Risques chroniques, déchets
Prescription contrôlée : Gestion des boues et zéolithes issues du traitement des eaux Les boues et les zéolithes issues des stations de traitement des eaux sont évacuées vers le grand bassin. La quantité de produits est tracée par l'exploitant dans un registre.
Constats : L'exploitant a soulevé la problématique du volume de son alvéole de stockage à prendre en compte dans son alvéole de stockage pour recevoir les boues de curage de sa station de traitement des eaux de l'ancienne mine. Ces boues sont actuellement stockées dans le grand bassin mais cette solution ne sera plus possible avec une couverture solide.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu que l'exploitant détaille les caractéristiques de ces boues que ce soit en termes d'activité, de siccité, de tonnage et présente différents scénarios (traitement et stockage).
Type de suites proposées : Sans suite